

Service risques et installations classées (SRIC)
12-14 rue des Archives
94000 CRÉTEIL

Créteil le 17 août 2022

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/08/2022

Partie nominative

SANOFI AVENTIS

3 digue d'Alfortville
94140 ALFORTVILLE

Affaire suivie par : JOHANNY Anne
Téléphone : 01 49 80 26 12
Courriel : anne.johanny@developpement-durable.gouv.fr

Références : DRIAT-IF/UD94/SRIC/2022/PESSVMO/AJ/N°265
N° dossier : 94-21348 2011/0567
Code AIOT : 0007402428

Pièces jointes :

- Annexe 1 : Planche photographique

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 11/08/2022 de l'établissement, anciennement exploité par la société SANOFI AVENTIS, implanté 3 Rue de la Digue d'Alfortville à ALFORTVILLE. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :

- Mme JOHANNY Anne, inspectrice de l'environnement

Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :

- M. SOBIER Fabien, responsable du service travaux neufs et énergie

Le courriel d'échange avec l'administration est le suivant : sebastien.roudières@sanofi.com

Rédacteur

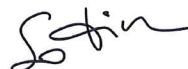
L'inspectrice de l'environnement



Anne JOHANNY

Vérificateur/Approbateur

Pour la directrice, par délégation, la cheffe de
Service Risques et Installations classées



Isabelle SATIN

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 11/08/2022 de l'établissement, anciennement exploité par la société SANOFI AVENTIS, implanté 3 Rue de la Digue d'Alfortville à ALFORTVILLE, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Madame la Préfète les propositions suivantes.

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

Cependant, les constatations faites lors des visites du site du 12/01/2021 et du 11/08/2022 et les documents transmis permettent d'acter la mise en sécurité du site.

L'inspection des installations des classées propose donc à la préfète du Val-de-Marne de délivrer le récépissé de notification de cessation d'activité, conformément aux dispositions de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement.

Conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement, une copie du présent rapport est transmise par l'inspection des installations classées à l'exploitant.

Service risques et installations classées (SRIC)
12-14 rue des Archives
94000 CRÉTEIL

Créteil le 17 août 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/08/2022

Contexte et constats

Publié sur



SANOFI AVENTIS

3 digue d'Alfortville
94140 ALFORTVILLE

Références : DRIEAT-IF/UD94/SRIC/2022/PESSPVMO/AJ/N°265GR

N° dossier : 94-21348 2011/0567

Code AIOT : 0007402428

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/08/2022 dans l'établissement, anciennement exploité par la société SANOFI AVENTIS, implanté 3 Rue de la Digue d'Alfortville à ALFORTVILLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par courrier du 02/11/2020, SANOFI a transmis une notification de cessation d'activité pour son site d'Alfortville. Les laboratoires de recherche ont été transférés vers les autres sites SANOFI de Chilly-mazarin, Vitry-sur-Seine et Montpellier.

Cette inspection a été réalisée dans le but de constater la mise en sécurité du site et la fin des travaux de dépollution.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SANOFI AVENTIS
- 3 RUE DE LA DIGUE D'ALFORTVILLE 94140 ALFORTVILLE
- Code AIOT : 0007402428
- Régime : Autorisation

Le site d'Alfortville, d'une superficie de 31 000 m², constitué d'une seule parcelle cadastrée AL49, hébergeait des activités de recherche et de développement du médicament depuis 1969. Ces activités s'exerçaient dans le bâtiment principal « CLAUDE BERNARD » où étaient situés les laboratoires de biologie. Des radioéléments y ont été utilisés pour les recherches in vivo et in vitro.

Le site comprenait :

- 5 groupes froids implantés en toiture du bâtiment principal ;
- une chaufferie composée de 5 chaudières et 2 groupes électrogènes ;
- 2 cuves enterrées double enveloppe de FOD de 50 m³ (non classables).

Le site était classé à autorisation selon les rubriques suivantes :

- 2120-1 [A]
- 1185-2-a [DC]
- 2910-A-2 [DC]

Le thème de visite retenu est le suivant :

- mise en sécurité du site et fin des travaux de dépollution

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité du site par l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mise en sécurité	Code de l'environnement du 31/05/2022, article R.512-39-1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constatations faites lors des visites du site du 12/01/2021 et du 11/08/2022 et les documents transmis permettent d'acter la mise en sécurité du site.

2-4) Fiches de constats

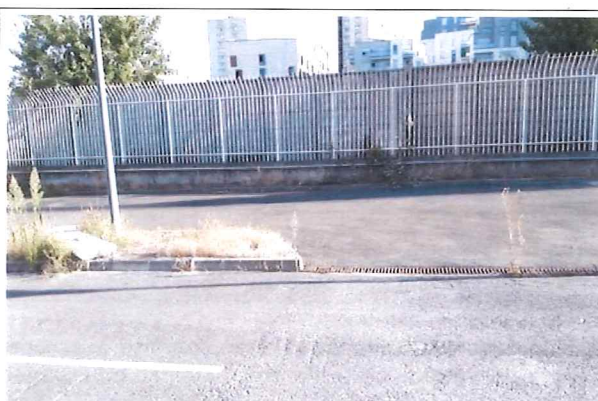
Point de contrôle N° 1 : Mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/05/2022, article R.512-39-1
Thème(s) : Autre, Cessation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement. III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.
Constats : Par courrier du 12/11/2021, SANOFI a transmis un rapport de mise en sécurité (rapport AECOM N°PAR-RAP-21-25776B du 09/11/2021). Il comprend les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">le compte-rendu de la société SPIE du 15/03/2021 relatif au pompage du fioul résiduel présent dans les 2 cuves enterrées, accompagné des bordereaux de suivi de déchets (BSD) correspondants ;les fiches d'intervention de la société POLYFROID relatives à la mise en sécurité des groupes froids ;le compte-rendu d'intervention de la société SPIE relatif à la récupération de l'huile présente dans les groupes froids après dégazage. Les fluides frigorigènes ont été récupérés par la société TRANE ;le rapport d'intervention relatif à la dépose des brûleurs des chaudières faite par la société CLIMATIKA 77 ;le compte-rendu d'intervention des travaux de mise en sécurité des tuyauteries aériennes de gaz naturel, du mois d'avril 2021, réalisés par SPIE. Les 2 cuves de FOD enterrées ont été extraites du sol dans le cadre du chantier de dépollution. Les travaux sont dans le rapport de fin de travaux qui fait l'objet d'un rapport distinct. Lors de la visite, l'inspection a constaté que : <ul style="list-style-type: none">le site est bien clôturé et les bâtiments sont fermés ;un gardien est présent sur le site ;le parking où ont été réalisées les excavations a été remis en état ;la zone où se trouvait les 2 cuves enterrées a été remblayée après leur démantèlement ;les piézomètres et les piézairs ont tous été comblés. Les travaux de mise en sécurité et de réhabilitation sont terminés. La procédure de vente du site, à un promoteur immobilier, est en cours. Les bâtiments doivent être démolis.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Annexe 1 : Planche photographique



Zone des cuves enterrées, remblayée au sablon



Zone des anciennes cuves



Parking remis en état après excavation des terres polluées